



*Février 2011*

## STRATEGIE UE 2020

### Cinq objectifs

L'UE s'est donné cinq grands objectifs à l'horizon de 2020.

A cette date :

- 75% de la population âgée de vingt à soixante-quatre ans devrait avoir un emploi.
- 3% du PIB européen devrait être investi dans la Recherche / Développement.
- Les émissions de gaz à effet de serre devront être réduites de 20%, les énergies renouvelables augmentées de 20%, ainsi que les économies d'énergie. C'est la Stratégie des 4x20.
- Le taux d'échec scolaire devrait être ramené à moins de 10%, et 40% des jeunes devraient poursuivre des études supérieures;
- Le nombre des pauvres -ceux qui vivent avec moins de 60% du salaire médian de leur pays- devrait être réduit de 20 millions.

### Sept "Initiatives-Phare"

Pour atteindre ces objectifs, l'UE et ses Etats membres ont lancé sept "Initiatives-Phare", approuvées par le Parlement le 17 février 2011.

- Une **"Union pour l'Innovation"**, afin d'améliorer le financement et l'organisation de la recherche.
- **"Jeunesse en mouvement"** pour renforcer les systèmes éducatifs et faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail;
- Une **"Stratégie numérique pour l'Europe"**, afin d'accélérer l'équipement en Internet à haut débit.
- Une **"Europe efficace dans l'utilisation des ressources"** pour promouvoir une économie décarbonée et sobre en matière première.
- Une **"Politique industrielle à l'ère de la mondialisation"** pour préserver la base industrielle du Vieux continent et soutenir son développement face à la concurrence.

- Une "**Stratégie pour de nouvelles compétences et de nouveaux emplois**" afin d'assurer "l'employabilité" des travailleurs européens confrontés à la révolution technologique.

- Une "**Plate-forme européenne contre la pauvreté**" pour que les personnes en situation de précarité se voient donner les moyens de vivre dans la dignité et de participer activement à la société.

### **Qui va payer ?**

Tout cela est bel et bon, et les élus socialistes ont voté pour, mais où sont les moyens financiers et institutionnels de ces engagements ?

Le budget de l'Union est désespérément scotché à 1% du PIB européen. A l'instigation du conseil des chefs d'Etats et de gouvernement, cornaqué par Angela Merkel soutenue par Nicolas Sarkozy, une politique d'austérité globale est mise en œuvre, qui va assécher la consommation populaire et paupériser les services publics.

Dans ces conditions, les "Cinq objectifs" et les "Sept initiatives" ont tout chance de rester des "paroles verbales".

### **Soutenir la demande**

Contre cette politique de Gribouille, les socialistes proposent un plan de relance de la demande et de l'investissement. Les pays peu endettés et dont la balance commerciale est excédentaire (Allemagne, pays scandinaves, Autriche,...) doivent relancer leur consommation intérieure, en augmentant le pouvoir d'achat des salariés.

Ceux qui souffrent d'un endettement excessif doivent étaler leur assainissement budgétaire dans le temps.

L'essentiel est de réamorcer la pompe de la croissance, car c'est ainsi, et ainsi seulement, que les pays européens pourront retrouver les ressources nécessaires à leur désendettement et à leur modernisation.

### **Deux batailles décisives**

Le moment de vérité va arriver en mars, puis une seconde fois en juin 2011.

En mars, le Parlement européen aura à se prononcer sur la **taxe sur les transactions financières**. On sait qu'une taxe de 0,05% sur ces transactions amènerait 200 milliards d'euros si elle était appliquée à l'échelle de l'UE, et 650 milliards, si elle était généralisée aux cinq continents.

Le PSE en a fait son cheval de bataille. La droite européenne au contraire, risque fort de voter contre : libéralisme oblige ! Comme elle va sans doute voter contre une autre ressource propre pour l'EU, les obligations européennes -les Eurobonds- que les socialistes mettent aussi en avant.

### **Pour une initiative populaire européenne**

Dans ce cas, les socialistes et avec eux toute la gauche, devront exiger une initiative populaire européenne<sup>1</sup>, comme les y autorise, paraît-il, le Traité de Lisbonne<sup>2</sup>. On ne peut pas se fixer des objectifs ambitieux et ne pas se donner des moyens financiers de les approcher, sauf à vouloir dégouter les citoyens de l'Europe !

### **Pour un gouvernement économique européen**

La seconde bataille décisive interviendra en juin, lorsque seront soumis au

---

<sup>1</sup> "L'Initiative populaire européenne" prévoit la possibilité pour au moins un million de ressortissants d'un nombre significatif d'États membres d'inviter la Commission à soumettre une proposition d'acte juridique sur un sujet particulier.

<sup>2</sup> Paraît-il, car les textes d'applications ne sont toujours pas sortis !

Parlement l'ensemble de textes portant sur l'amélioration de la gouvernance de l'UE.

Car une stratégie européenne de croissance et de développement n'est possible que s'il existe une autorité capable de coordonner les politiques budgétaires et macro-économiques des Etats membres. De conduire aussi une politique des changes, en liaison avec la Banque Centrale européenne, dans la guerre des monnaies qui fait rage : entre 2002 et 2008, l'euro s'est apprécié de 50% par rapport aux monnaies asiatiques : à quoi sert-il de bloquer nos salaires, repousser à 67 ans l'âge de départ à la retraite, inscrire l'équilibre budgétaire dans notre constitution, comme l'exige Angela Merkel, si l'Union est incapable de lutter contre toutes les formes de dumping, et en premier lieu, le dumping monétaire.

### **Les députés socialistes sur la brèche**

Les élus socialistes, alliés aux Verts et aux communistes de la GUE, préparent soigneusement ces batailles. Car l'avenir de l'Europe, l'avenir de la France, en dépendent.

### **Forum Social mondial**

Secrétaire national-adjoint à la mondialisation, j'ai accompagné Martine Aubry à Dakar, au 10ème Forum Social Mondial. J'ai participé au Forum des Parlementaires, réunis le 8 février à l'Assemblée nationale sénégalaise, en présence de nombreux députés du Sénégal et des pays d'Afrique de l'Ouest. **Objet des débats : comment aider l'Afrique à sortir de la crise et à poursuivre son développement?** Des milliers de délégués des organisations non gouvernementales (ONG) se sont retrouvés sur le campus de l'Université de Dakar, ainsi que de nombreux représentants des syndicats.



Des séminaires organisés par la Fondation Jean-Jaurès, le PSE, le PS sénégalais, le Forum progressiste européen (GPF)<sup>3</sup> et la FEPS<sup>4</sup> a permis aux socialistes ont permis aux socialistes d'Europe et des six pays de l'Afrique de l'ouest de débattre de notre co-développement et de l'éco-développement. L'Afrique compte 900 millions d'habitants aujourd'hui, la plupart très jeunes. Ils seront deux milliards en 2050. L'avenir de nos deux continents dépend de notre aptitude à établir des liens de coopération et de solidarité.

Henri Weber - Parlement européen  
Bruxelles : rue Wiertz 149242 B. 1047 Bruxelles  
tél : 0032.2.284.57.88 - fax : 0032.2.284.97.88  
Strasbourg : allée du Printemps - Low 8t009  
F. 67000 Strasbourg -  
tél : 03.88.17.57.88 - fax 03.88.17.97.88

henri.weber@europarl.europa.eu



<http://www.henriweber.eu>  
<http://www.henri-weber.fr>

<sup>3</sup> Le **Global progressive Forum (GPF) ou Forum progressiste mondial** bénéficie de l'appui du PSE, de son groupe parlementaire européen et de la Fondation des études progressistes (FEPS) ainsi que de l'Internationale socialiste. Créé en 2003 à Bruxelles, le GPF veut contribuer à modifier le cours de la mondialisation et à réformer la gouvernance mondiale en permettant aux progressistes du monde entier de confronter leurs points de vue et leurs propositions de réformes.

<sup>4</sup> La **Fondation européenne d'Etudes progressistes (FEPS)** regroupe les fondations et les laboratoires d'idée (*think tanks*) de la plupart des partis socialistes d'Europe.